

## **Réunion du conseil d'administration tenue le 14 mars 2013**

Procès-verbal de la réunion du conseil d'administration de la Commission de services régionaux de Fundy tenue le 14 mars 2013 à 13 h à Place 400.

### **1. Ouverture de l'assemblée**

La présidente, Grace Losier, déclare la séance publique ouverte à 13 h.

### **2. Sont présents**

#### **MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Grace Losier, mairesse de Grand Bay-Westfield, présidente du conseil  
Murray Driscoll, maire de Quispamsis, vice-président  
Bill Bishop, maire de Rothesay  
Bette Ann Chatterton, mairesse de St. Martins  
Mel Norton, maire de Saint John  
Brenda Rathburn, représentante de DSL  
David Rogers, représentant de DSL  
Joan Seeley, représentante de DSL  
Sandra Speight, représentante de DSL

#### **AUTRES**

Jack Keir, directeur général  
Tina McCallum, directrice de la planification  
Marc MacLeod, Gestion des déchets solides de Fundy  
Jean-Marc Poirier, vérificateur, Teed Saunders Doyle  
Membres du public et représentants des médias

### **3. Adoption de l'ordre du jour**

La présidente demande que l'ordre du jour soit adopté sans modification.

**Proposition** : Adopter l'ordre du jour du 14 mars 2013 sans modification.

Proposé par : Joan Seeley  
Appuyé par : Sandra Speight  
Vote : proposition adoptée

#### **4. Divulgence de conflit d'intérêts**

Aucun

#### **5. Adoption de procès-verbal**

**Proposition** : Adopter le procès-verbal de la réunion du 13 février 2013 sans modification.

Proposé par : Mel Norton  
Appuyé par : Bette Ann Chatterton  
Vote : proposition adoptée

##### **5.1 Affaires découlant du procès-verbal**

Au sujet du point 8.1 et 8.2, paragraphe 3, Joan Seeley demande des éclaircissements au sujet de la position de Mel Norton à propos de l'offre de services du personnel de planification de la Ville et des ressources de Plan SJ.

Mel Norton avise qu'il a fait cette déclaration à la fin des discussions qui ont suivi la présentation de M<sup>me</sup> McCallum.

#### **6. Déclaration de la présidente**

La présidente déclare que, à la suite de la réunion du mois dernier, elle a reçu un appel du ministre de l'Environnement et des Gouvernements locaux qui s'est dit fort satisfait des déclarations de la dernière réunion voulant que le groupe doive travailler en équipe. Il a aussi exprimé le vœu d'assister à la prochaine réunion, dont le moment sera fixé en concertation avec le bureau du ministre.

#### **7. Audiences publiques**

Aucune

#### **8. Rapport de construction et de planification**

Jack Keir passe en revue brièvement le rapport qui indique la répartition des permis de construire délivrés chaque mois jusqu'à maintenant cette année ainsi que pour les années précédentes. La comparaison entre 2013 et 2012 indique une augmentation substantielle jusqu'à présent, qui laisse croire que l'économie connaît un regain.

Le conseil demande qu'une nouvelle répartition des permis indique le genre de construction qui se fait, maisons neuves et maisons existantes.

**Proposition** : Accepter et classer le rapport de construction et de planification tel que déposé.

Proposé par : Bette Ann Chatterton  
Appuyé par : David Rogers  
Vote : proposition adoptée

## **9. Gestion des déchets solides de Fundy : états financiers vérifiés 2012**

Jean-Marc Poirier, du cabinet comptable Teed Saunders Doyle & Co., donne un aperçu du projet des états financiers vérifiés. En raison d'une modification de la politique comptable, en vigueur depuis janvier 2011, l'installation a remanié ses états financiers pour adopter les normes de la comptabilité du secteur public. Les changements portent sur les immobilisations corporelles et l'adoption complète de la comptabilité d'exercice. Les normes exigent que ces actifs soient inscrits au bilan à leur coût historique et leurs coûts imputés aux périodes comptables futures sous forme de dépenses d'amortissement basées sur la vie utile estimée des différentes immobilisations corporelles.

Grace Losier souligne le travail minutieux fait par Jean-Marc et Wendy Dickie de GDSF en vue de convertir les données dans les états financiers présentés aujourd'hui.

Proposition : Approuver les états financiers vérifiés 2012 tels que présentés.

Proposé par : Brenda Rathburn  
Appuyé par : Mel Norton  
Vote : proposition adoptée

### **Nomination des vérificateurs**

La présidente demande qu'on discute du sujet de la nomination des vérificateurs. Selon Jack Keir, il pourrait être prudent de ne pas changer de vérificateurs cette année compte tenu du changement apporté à la politique comptable et du fait qu'une base de connaissances s'est formée après avoir suivi le processus nécessaire pour convertir le système comptable. Il ajoute que Teed Saunders & Doyle sont les vérificateurs du site d'enfouissement depuis des années et qu'ils ont fait du bon travail.

Murray Driscoll commente qu'ils sont les vérificateurs de sa ville aussi et que leur travail est très satisfaisant.

**Proposition** : Approuver la nomination de Teed Saunders & Doyle comme vérificateurs de la Commission de services régionaux de Fundy pour l'exercice 2013.

Proposé par : Bill Bishop  
Appuyé par : Sandra Speight  
Vote : proposition adoptée

## **10. Projet de séance d'établissement des priorités**

Mel Norton propose que le conseil tienne une séance d'établissement des priorités de deux jours pour discuter de la vision ou de l'orientation pour l'avenir. C'est un bon moyen de se rencontrer pour collaborer à l'établissement des priorités et d'un plan qui profitera à toute la région. La séance aurait lieu ailleurs et utiliserait les services d'un facilitateur pour guider la discussion. Elle aurait pour objectif d'avoir des buts à atteindre à l'avenir.

**Proposition** : Organiser une séance d'établissement des priorités et autoriser le directeur général à choisir l'endroit et trouver un facilitateur.

Proposé par : Mel Norton  
Appuyé par : Murray Driscoll

Discussion : La présidente commente que, bien que les municipalités n'aient pas encore fait cet exercice, ce sera une bonne occasion de travailler en équipe plutôt qu'en tant que communautés individuelles. Ce sera une bonne manière de roder le modèle de cette Commission de services régionaux. Ce sera une étape utile.

Vote : proposition adoptée

## **11. Référence commune du conseil de la demande provisoire concernant l'association de l'exposition**

**Proposition** : Déferer le point 11 en attendant la séance d'établissement des priorités.

Proposé par : Mel Norton  
Appuyé par : Murray Driscoll  
Vote : proposition adoptée

## **12. Affichage des postes du CRRA sur le site web de la CSRF**

Joan Seeley demande que les noms des personnes retenues et que les dates de leur nomination et de fin de mandat ainsi que leur adresse courriel soient affichés sur le site web de la Commission de services régionaux de Fundy à des fins d'information pour quiconque voudrait poser sa candidature à l'avenir.

## **13. Retrait du point 5 du règlement du CRRA, article 5.2; paragraphe 3**

**Proposition** : Retirer le paragraphe 3 de l'article 5.2 qui se lit : « Le Comité de révision et de rajustement aura un maximum de 50 % de ses membres qui seront membres de conseils municipaux, membres de conseils des communautés rurales et membres du comité consultatif des districts de services locaux. »

Proposé par : Joan Seeley  
Appuyé par : David Rogers

Discussion : Jack Keir avise qu'il a vérifié auprès d'autres Commissions de services régionaux ainsi qu'auprès d'un rédacteur du règlement, Ken Forrester, et qu'il n'a pas pu obtenir d'explication du raisonnement justifiant cette formulation. Notre région est plutôt unique et elle a un grand nombre de représentants de villes ou de banlieues, tandis que d'autres Commissions ont plus de représentants de communautés rurales et de districts de services locaux. Étant donné que ce service est utilisé seulement par les DSL et le Village de St. Martins et que tous ces représentants ont convenu de changer cette partie, il serait sensé de le faire.

Vote : proposition adoptée

#### **14. Retrait du point 5 du règlement du CRRA, article 5.2, paragraphe 2**

**Proposition :** Retirer le paragraphe de l'article 5.2 qui énonce « Le Comité de révision et de rajustement doit avoir au moins un membre qui réside dans une municipalité ou communauté rurale et au moins un membre qui réside dans un district de services locaux. » Il faut remarquer que, dans certaines régions, il n'y aura pas, au départ, de municipalités ou communautés rurales qui participeront aux services de planification locale donnés par la CSR; dans ces cas, les représentants au comité devraient provenir seulement des districts de services locaux de la région.

Proposé par : Joan Seeley  
Appuyé par : Sandra Speight

Discussion : Joan Seeley a proposé de faire modifier le règlement afin qu'il tienne compte du changement ci-dessus.

Bette Ann Chatterton demande pourquoi cette désignation devrait être supprimée. Il pourrait s'ensuivre qu'un secteur ne soit pas représenté au conseil. Il n'y aurait pas de raison d'avoir plus d'un représentant d'une communauté, de sorte que le changement n'est pas nécessaire.

Joan Seeley explique que la raison du changement est de prévenir la possibilité d'avoir un trop grand nombre de représentants d'un même secteur. En apportant ce changement, nous éliminerons cette possibilité. La façon dont le règlement est rédigé actuellement ne garantit pas que cela n'arrive pas.

Murray Driscoll suggère que la formulation soit légèrement modifiée pour dire qu'il ne peut y avoir plus d'un membre qui réside dans une municipalité ou communauté rurale ou un district de services locaux.

Jack Keir commente que ça ne pourrait pas arriver selon la manière dont le règlement est rédigé actuellement puisqu'il exige que chaque région soit représentée. La confiance doit exister au conseil. Il n'est pas sûr qu'il y ait un problème dans l'équilibre de la représentation; le règlement dit un représentant

d'une municipalité, un d'une communauté rurale et les autres des districts de services locaux.

Selon la présidente, le règlement n'a pas de conséquences pour un secteur, donc il n'y a pas de raison de le modifier.

Joan Seeley commente que, si jamais on en voyait la nécessité, on pourrait toujours le modifier à l'avenir. Pour le moment, elle croit que cette désignation devrait être retirée.

Bill Bishop propose l'élimination des mots « ...au moins un... ».

Murray Driscoll est d'accord et fait remarquer que, si jamais un changement est nécessaire à l'avenir, on pourra alors y voir.

Joan Seeley convient que si l'arrêté devient nuisible, il pourra encore être révisé.

Vote : proposition rejetée  
contre : Mel Norton, Bette Ann Chatterton, Murray Driscoll, Bill Bishop, Grace Losier

**Proposition** : Retirer les mots « ... au moins... » du paragraphe 2 de l'article 5.2.

Proposé par : Bill Bishop  
Appuyé par : Sandra Speight

Discussion : Mel Norton commente que, même s'il comprend les idées qui motivent la proposition, son sens fondamental est basé sur la confiance et la démarche actuelle démontre le contraire. Le groupe est au début d'un voyage de collaboration et la confiance en est la première condition.

Vote : proposition adoptée  
contre : Mel Norton, Bette Ann Chatterton, David Rogers, Grace Losier

#### **15. Ajout d'une stipulation sur la résidence d'un membre à l'article 5.2 du point 5 du règlement du CRRA**

Point retiré.

#### **16. Révision du règlement du CRRA, annexe C, point 4, article 4.1**

**Proposition** : Modifier l'article 4.1 comme suit : « Le personnel de planification de la Commission de services régionaux de Fundy préparera l'ordre du jour du Comité de révision et de rajustement. La fin de chaque mois sera la date limite pour déterminer les points à inclure à l'ordre du jour de la séance ordinaire du Comité de révision et de rajustement (c.-à-d. que les demandes ou points à étudier par le

CRRA doivent être reçus au plus tard à la fin du mois pour être pris en compte à la séance ordinaire suivante du CRRA).

Discussion : Jack Keir avise que le nom juridique est en fait Commission de services régionaux 9 et qu'une fois que toutes les commissions auront présenté au gouvernement provincial les changements de nom qu'elles veulent faire apporter, une disposition réunissant tous les changements sera adoptée. Le nom juridique deviendra alors la Commission des services régionaux de Fundy.

Joan Seeley retire sa proposition.

### **17. Révision de l'arrêté du CRRA, annexe C, point 3; article 3.2**

**Proposition** : Modifier l'article 3.2 pour qu'il se lise : « Si le directeur de la planification (ou la personne désignée) juge que le volume de points à l'ordre du jour nécessite une réunion supplémentaire pour traiter en temps voulu des affaires du Comité de révision et de rajustement, une deuxième date sera désignée à une heure déterminée par le président du CRRA. Si, en consultation avec le président du CRRA, le directeur de la planification (ou la personne désignée) juge que le volume de points à l'ordre du jour ne justifie pas la tenue d'une séance ordinaire, la réunion sera annulée et un avis approprié de son annulation sera donné aux membres du CRRA. »

Joan Seeley précise qu'il s'agit seulement d'une question administrative concernant la tenue d'une deuxième réunion.

Proposé par : Joan Seeley  
Appuyé par : Brenda Rathburn  
Vote : proposition adoptée

### **18. Révision de l'arrêté du CRRA, annexe C, point 3; article 3.5**

**Proposition** : Modifier l'article pour qu'il se lise « Un avis des séances extraordinaires sera donné aux membres par courriel ou par la poste. Cet avis peut aussi être donné par téléphone quand le président juge qu'il est urgent de se réunir dans un délai qui ne suffirait pas pour donner avis de la réunion par la poste ou par courriel. »

Proposé par : Joan Seeley  
Appuyé par : Sandra Speight

Discussion : Joan Seeley avise qu'il s'agit seulement d'une question administrative.

Jack Keir mentionne que d'autres commissions ont adopté la pratique de faire payer le coût d'une séance extraordinaire par le membre qui la demande et que si nous modifions l'arrêté relatif aux séances extraordinaires, nous pourrions ajouter cette stipulation.

Bill Bishop commente que ça pourrait être perçu comme une mesure anti-aménagement.

Joan Seeley trouve que les séances extraordinaires seraient des réunions du conseil et que cette disposition n'est donc pas nécessaire.

Tina McCallum avise qu'une séance extraordinaire serait convoquée seulement pour des questions d'aménagement ou d'utilisation du territoire.

La présidente demande qu'on passe au vote sur la proposition reformulée comme suit :

**Proposition** : Modifier l'article pour qu'il se lise « Un avis des séances extraordinaires sera donné aux membres par courriel ou par la poste. Cet avis peut aussi être donné par téléphone quand le président juge qu'il est urgent de se réunir dans un délai qui ne suffirait pas pour donner avis de la réunion par la poste ou par courriel. Les personnes qui demandent la tenue d'une séance extraordinaire devront en assumer tous les coûts. »

Vote : proposition adoptée

### **19. Séances de formation pour les membres du conseil de la CSRF visant à préciser les tâches et obligations prévues**

**Proposition** : Que le conseil de la Commission de services régionaux de Fundy demande au ministère des Gouvernements locaux de prévoir une séance d'un ou deux jours pour expliquer à ses membres les tâches et obligations qu'ils doivent remplir.

Proposé par : Joan Seeley  
Appuyé par : Bill Bishop

Discussion : Joan Seeley fait cette proposition en vue d'éclaircir les questions que le conseil pourrait avoir au sujet de ce qu'on attend de lui du point de vue des tâches et obligations.

Bill Bishop commente qu'une séance de ce genre a eu lieu à l'époque où les commissions ont été créées et il n'est pas sûr de ce qu'on gagnerait à en tenir une autre.

Mel Norton commente qu'on a déjà fait ce chemin-là et que c'est maintenant aux conseils d'assumer le leadership.

La présidente déclare que c'est à nous de décider de faire le travail, maintenant que le ministère de l'Environnement et des Gouvernements locaux a donné à la Commission son mandat et sa vision et que la responsabilité nous revient.

Vote : proposition rejetée  
contre : Bette Ann Chatterton, Grace Losier, Mel Norton,  
Brenda Rathburn, David Rogers, Sandra Speight

## **20. Révision de l'allocation de la rémunération des membres du conseil de la Commission de services régionaux 9**

Point retiré.

## **21. Nomination de candidats au conseil du CRRA**

**Proposition** : Que la Commission de services régionaux de Fundy accepte et nomme les huit personnes sur la liste et qui ont été dûment élues avant notre réunion du 13 février; Dwight Allaby (4 ans), Paul Gordon (2 ans), Robert Buck (4 ans), Brenda Rathburn (2 ans), Walter Pollock (4 ans), Glen Baxter (2 ans), Merv Hebb (2 ans) et Joan Seeley (4 ans) sont nommés au Comité de révision et de rajustement.

Proposé par : Joan Seeley  
Appuyé par : Bette Ann Chatterton

Discussion : Bill Bishop demande si les nominations représentent tous les secteurs de la région. Joan Seeley le confirme.

La présidente précise que la résolution de nomination des membres du CRRA n'a pas été adoptée à la réunion de février parce qu'elle aurait contrevenu au règlement; cependant, le changement d'aujourd'hui permet maintenant au conseil de l'adopter.

Vote : proposition adoptée

## **22. Dépenses des employés de la Commission de services régionaux de Fundy**

**Proposition** : Que les dépenses de chaque employé et employée de la Commission de services régionaux de Fundy et leurs raisons détaillées soient présentées au conseil et fassent partie de sa documentation mensuelle et que ce rapport soit affiché sur le site web de la CSRF.

Proposé par : Joan Seeley  
Appuyé par : Sandra Speight

Discussion : Bill Bishop demande si cela vise les employés de la division Construction et planification ainsi que tous les employés de Gestion des déchets solides de Fundy.

Joan Seeley confirme que c'est exact et que la raison de sa demande est que le conseil devra avoir cette information pour faire son travail correctement.

Murray Driscoll commente que ça pourrait devenir un problème, en particulier pour ce qui a trait aux salaires, qui sont publiés normalement d'après un échelon salarial, et à un employé dont le salaire se situerait dans cet échelon. En procédant ainsi, les renseignements personnels de l'employé seraient protégés.

La présidente commente que la Commission veut être transparente et que les dépenses du conseil et de la direction peuvent être affichées. Cependant, le reste des renseignements relèverait d'un domaine que Marc MacLeod doit superviser et en faire rapport à Jack Keir qui est responsable de les surveiller et d'en faire rapport au conseil. À ces fins, le rapport se fait par les mises à jour trimestrielles au conseil.

Joan Seeley croit que cette information est nécessaire pour que le conseil divulgue complètement ses données quand il reçoit des demandes d'information du public, de cette façon les réponses fournies sont documentées.

Jack Keir commente que si un membre du conseil d'administration reçoit une demande d'information portant sur les opérations de la Commission, les demandes de ce genre peuvent être transmises à la présidente ou au directeur général pour y donner suite.

Vote : proposition rejetée  
pour : Joan Seeley  
contre : Bill Bishop, Bette Ann Chatterton, Murray Driscoll,  
Grace Losier, Mel Norton, Brenda Rathburn, David Rogers,  
Sandra Speight

### **23. Dépenses des membres du conseil de la Commission de services régionaux de Fundy**

**Proposition :** Que les dépenses de chaque membre du conseil de la Commission de services régionaux de Fundy et leur raison détaillée fassent partie de la documentation mensuelle des membres et que ce rapport soit affiché sur le site web de la CSRF.

Proposé par : Joan Seeley  
Appuyé par : Sandra Speight

Discussion : Jack Keir avise que cela pourrait se faire, cependant du point de vue fonctionnel et de celui des dépenses, il vaudrait mieux afficher ces chiffres à chaque trimestre plutôt qu'à chaque mois.

Vote: proposition adoptée

## **24. Composition du Comité exécutif de la Commission de services régionaux de Fundy**

**Proposition** : Que la Commission de services régionaux de Fundy établisse un Comité exécutif composé de deux représentants de DSL et de deux représentants municipaux, dont un devrait être le président ou le vice-président du conseil.

Proposé par : Joan Seeley  
Appuyé par : David Rogers

Discussion : La présidente avise que le comité exécutif a été élu et que cette discussion à propos des comités a déjà eu lieu à une réunion antérieure; le conseil a décidé qu'aucun sous-comité ne doit être créé et qu'il doit travailler ensemble pour prendre toutes les décisions.

Vote : proposition rejetée

## **25. Résolution d'emprunt – gestion des déchets solides de Fundy**

**Proposition** : Que la Commission de services régionaux 9 autorise une demande de marge de crédit à la CIBC d'un montant maximum de 275 000 \$. Deux des dirigeants pourront signer au nom de la Commission : Jack Keir ou Marc MacLeod et la présidente ou le vice-président.

Proposé par : Mel Norton  
Appuyé par : Sandra Speight

Discussion : Joan Seeley demande pourquoi c'est nécessaire.

Jack Keir répond que le site d'enfouissement a utilisé cette méthode au fil des années pour assurer un fonds de roulement suffisant, comme c'est le cas pendant les mois d'hiver à cause de la réduction du volume. Bien que l'accès à ces fonds ait été possible, GDSF n'a jamais eu besoin de s'en servir. La proposition résulte du changement de nom et des exigences de la banque.

Vote : proposition adoptée

## **26. Adoption du procès-verbal de la séance publique – réunion du 20 décembre 2012 de CGDSF**

**Proposition** : Adopter le procès-verbal de la séance publique du 20 décembre 2012 de la Commission de gestion des déchets solides de Fundy sans modification.

Proposé par : Bette Ann Chatterton  
Appuyé par : Mel Norton  
Vote : proposition adoptée

## 27. Levée de la séance

La présidente demande une proposition pour lever la séance.

**Proposition** : Lever la séance à 14 h 45.

Proposé par : David Rogers  
Appuyé par : Murray Driscoll  
Vote : proposition adoptée

## Séance à huis clos

### 28. Adoption des procès-verbaux des séances à huis clos de la Commission de gestion des déchets solides de Fundy

**Proposition** : Adopter sans modification le procès-verbal de la séance à huis clos du 17 décembre 2012 de la Commission de gestion des déchets solides de Fundy.

Proposé par : Bill Bishop  
Appuyé par : Mel Norton  
Vote : proposition adoptée

**Proposition** : Adopter sans modification le procès-verbal de la séance à huis clos du 20 décembre 2012 de la Commission de gestion des déchets solides de Fundy.

Proposé par : Murray Driscoll  
Appuyé par : Brenda Rathburn  
Vote : proposition adoptée

**Levée de la séance** : L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 14 h 55.

ADOPTÉ (date) \_\_\_\_\_

---

Grace Losier, présidente du conseil

---

Jeanne DeCourville, secrétaire de séance